

RETRAITES, INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET DISTRIBUTION DE RICHESSES : ENTRE VISION TECHNOLOGIQUE ET REALITES ECONOMIQUES

Le thème de la retraite mobilise tous les esprits, et pas seulement en France. Les plus jeunes et moins jeunes générations s'inquiètent et s'interrogent sur l'opportunité ou pas de basculer dans un régime par capitalisation. La raison en est la suivante : le régime par répartition repose sur des paramètres tels que la croissance, la productivité, l'emploi et le ratio de dépendance. Et ces indicateurs sont loin d'être au beau fixe, du moins en Europe. L'on pourrait ainsi tomber dans une sorte de désespérance ... Mais Elon Musk nous recommande de ne pas nous inquiéter. Les innovations technologiques vont nous enrichir. Faut-il le croire ?

I - PRENONS LES CHOSES DANS L'ORDRE, EN COMMENÇANT PAR LA SITUATION ACTUELLE EN FRANCE ET DANS L'UE

Redisons-le : quel que soit le régime, répartition ou capitalisation, la retraite, c'est de la croissance. Bien évidemment, c'est un axiome simplificateur, mais sans croissance, il n'y a pas de possibilité de répartir de la richesse entre les actifs et les inactifs. C'est pourquoi l'on devrait davantage se préoccuper des conditions de la relance de notre économie et moins tomber dans le « concours Lépine » de la fiscalité confiscatoire.

Baisse constante de la croissance

La croissance dans notre pays, mais aussi dans l'UE, est relativement faible et sur la décennie, elle périclité. Pour fixer les idées, retenons qu'en 20 ans, la part de l'Union dans le PIB mondial a presque été divisée par deux !

La désindustrialisation s'accroît, notamment en Allemagne. Le coût de l'énergie en est en partie responsable de cette situation. L'Histoire nous dira si les choix géopolitiques de l'Europe ont été, à cet égard, pertinents...

Face à l'Eurasie, la perte de compétitivité se dessine de plus en plus. La Chine et l'Inde occupent aujourd'hui des positionnements concurrentiels importants au plan des nouvelles technologies. Plus que jamais, la Chine est l'Usine du monde. Mais elle s'est aussi dotée progressivement d'un maillage portuaire mondial pour écouler ses marchandises. Nul n'est besoin de rappeler les progrès rapides que les ingénieurs chinois ont accompli dans la robotisation et le numérique. L'Inde, quant à elle, se trouve désormais aux avant-postes du marché mondial des logiciels, au coude à coude avec les États-Unis. Les biotechnologies montent également en puissance, ce qui permet au pays de se positionner au 6^{ème} rang des fabricants de médicaments génériques.

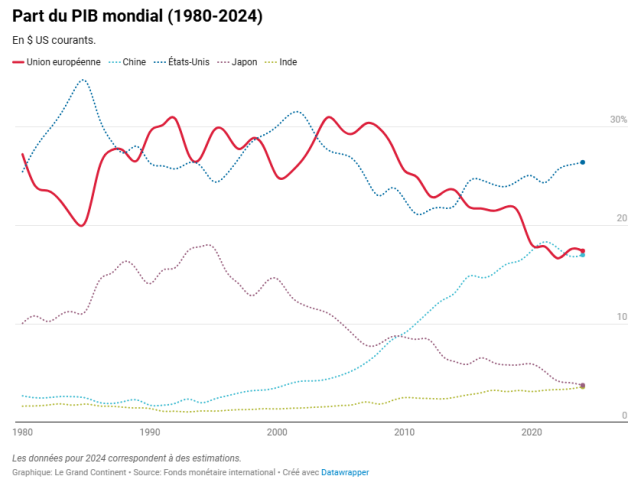
Les États-Unis maintiennent tant bien que mal leur suprématie, au dépend de l'Europe d'ailleurs si l'on sait prendre en considération toutes les conséquences de la loi IRA (Inflation Reduction Act) de Biden et les droits de douane de Trumps, sans parler d'autres mesures de nature coercitive. La prise en tenaille de l'UE est donc de nature à asphyxier son économie.

« L'Europe n'est plus un pôle d'innovation mondiale, elle en est le marché captif » (Cyrille Dalmont).

Dans un récent rapport¹, Cyrille Dalmont directeur de recherche Institut Thomas More constatait que sur les 1.000 plus grandes entreprises technologiques mondiales, les États-Unis en concentrent 467 qui

¹ « Politique numérique d'Emmanuel Macron : le bilan » Institut Thomas More. Octobre 2025

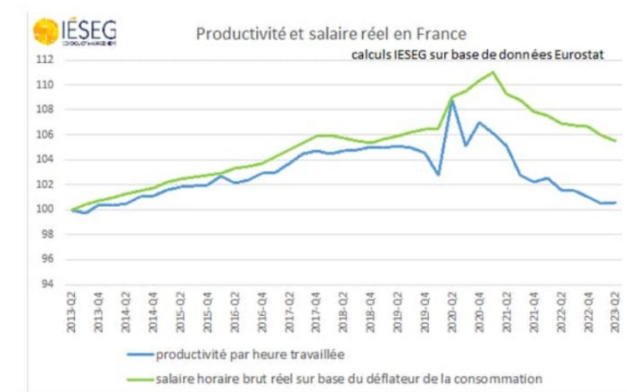
représentent plus de 80 % de la capitalisation totale. L'UE, pourtant forte de 450 millions d'habitants, n'en rassemble que 139, pour moins de 5 % de la capitalisation globale. Dans le Top-100 mondial, le déséquilibre est encore plus brutal : 59 entreprises américaines, dont 22 technologiques, cumulent près de la moitié de la valeur boursière mondiale, quand l'UE ne compte que deux acteurs numériques majeurs : SAP et ASML. Depuis 1992, il faut en être conscient : l'Union européenne ne produit ni croissance, ni puissance.



La panne de productivité

La baisse constante de la productivité est un constat largement partagé par les experts et les causes en sont relativement connues.

Derrière, nous devons relever une baisse des compétences ou du moins une inadéquation de celles-ci aux nouvelles technologies, faute de formation suffisante à l'École mais aussi dans le milieu professionnel. C'est aussi la rançon d'avoir opté pour une économie de services à faible ou moyenne valeur ajoutée, en conduisant une politique de « fabless », c'est-à-dire en orientant les entreprises industrielles sur la conception de produits en amont, tout en externalisant leur fabrication, perdant au passage un levier d'innovation, car conception et fabrication sont en réalité très liées. La tertiarisation de nos économies a entraîné, dans un contexte de chômage et d'inflation, a entraîné un phénomène de polarisation de l'emploi. Paradoxalement, plusieurs études, dont celle récente de l'IESEG, montrent que les salaires en France ont progressé plus que le taux de productivité.



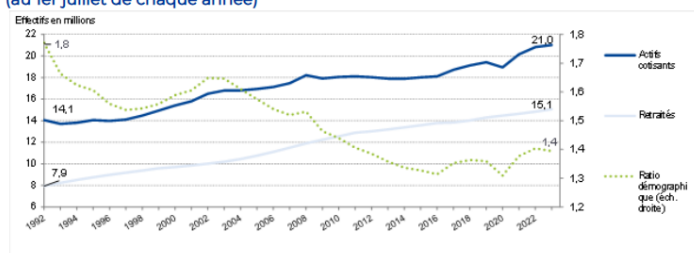
La productivité a décroché ces cinq dernières années. © IESEG

Si l'on ramène cette question de la productivité à l'équilibre des retraites, son importance est bien plus grande que celle du taux d'emploi/Taux de chômage. Le COR depuis les années 2010 a démontré, de façon constante, qu'une différence de 0,1 % de taux de croissance de la productivité du travail pèse aussi lourd qu'une différence de 4 % dans le taux de chômage ! Dans ses projections, le COR souligne que la croissance de la productivité est un processus cumulatif, dont l'impact augmente sans cesse au cours du temps. Le COR en conclut que si l'hypothèse de chômage a un impact relativement important à court terme, c'est l'inverse à long terme, où l'hypothèse de productivité est de loin la plus déterminante. La formule simplifiée du PIB (productivité horaire du travail x nombre d'heures travaillées par la population) montre les deux variables sur lesquelles il est possible d'agir. Manifestement, le message sous-jacent ne passe pas.

« L'hiver démographique » versus l'impératif d'élévation des compétences

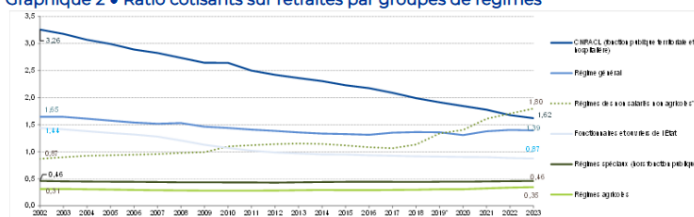
Rappelons que le ratio de dépendance démographique rapporte l'effectif de cotisants à celui des retraités pour chacun des régimes existants. Or, globalement, ce ratio connaît une baisse tendancielle depuis plusieurs années. En d'autres termes, le nombre d'actifs au travail (donc cotisants) diminue alors que le nombre de retraités augmente, du moins durant une certaine période correspondant au boom des naissances qui s'est produit à partir de 1945. Ce qui est en cause, c'est en réalité la baisse de la natalité. Faire moins d'enfants conduit inexorablement à ce que le nombre d'actifs soit insuffisant à moyen et long terme, alors que l'espérance de vie des retraités tend à augmenter, même s'il faut nuancer cette donnée par le complément « en bonne santé ».

Graphique 1 • Nombre d'actifs cotisants et de retraités au régime général et ratio démographique (au 1er juillet de chaque année)



Source : Cnav et Insee, CCSS octobre 2024.

Graphique 2 • Ratio cotisants sur retraités par groupes de régimes



Source : données des régimes, CCSS octobre 2024.

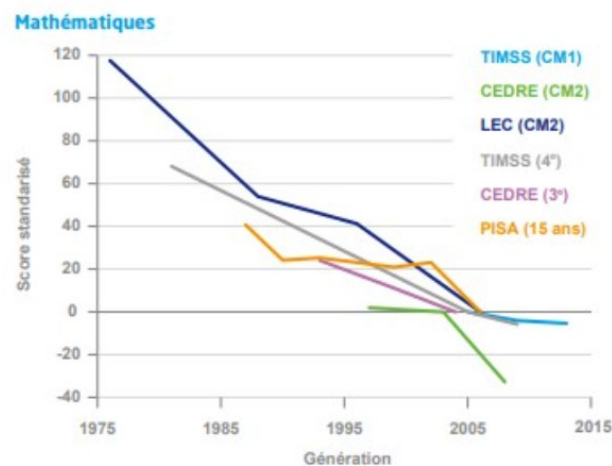
* Les données présentées à compter de 2019 ne sont pas comparables avec le passé : le ratio démographique est artificiellement amélioré en supprimant les doubles comptes de cotisants et de bénéficiaires aux deux branches de l'ex-RSI après la fusion de ce dernier.

Le Japon, pour prendre un exemple, connaît cette situation de façon plus marquée qu'en France (poids du vieillissement). Mais le niveau de qualification de la population maintient plus ou moins une création de richesse par habitant en partie suffisante pour absorber l'impact économique de cette dégradation démographique. En conclusion, il faut non seulement relancer la natalité (nouvelle politique familiale), mais aussi élever continuellement le niveau de compétences, à partir de la scolarité jusqu'à la cessation d'activité liée au départ en retraite. Si l'on accuse une baisse de la population active, faisons en sorte que celle-ci soit hautement qualifiée pour créer de la valeur. Par conséquent, hormis

cette relance de la natalité, l'accent doit et devrait être mis sur le renforcement de la formation professionnelle durant toute la vie professionnelle, ce qui est loin d'être le cas, alors même que l'irruption des technologies du numérique va requérir de nouvelles expertises.

Dans ce cadre et si l'on en revient à la Chine, depuis septembre 2025, l'enseignement de l'intelligence artificielle est devenu obligatoire dans toutes les écoles dès le plus jeune âge des élèves. Une décision qui traduit l'ambition du pays de devenir un leader mondial dans le domaine technologique. De même, en Russie, en 2021, a été mis en place le « *passport de la stratégie de transformation numérique de l'éducation* ». D'aucuns diront que la France a également pris cette voie dès 2025. Oui, mais pour tirer le maximum d'effets de levier de ces technologies pour élever le niveau de compétences, il convient de prendre aussi en considération le niveau de mathématiques. A cet égard, la Chine dans le classement PISA se positionne en numéro 1 et la Russie à la 18^{ème} place, la France, à la 32^{ème} place. Les résultats sont similaires pour le classement TIMSS (Trends in International Mathematics and Science Study)

Figure 1 – Performances des élèves français selon leur année de naissance, dans plusieurs enquêtes



Aucune université française ne décroche de 1^{re} place dans l'une des 57 disciplines analysées par l'édition 2025 des classements thématiques de Shanghai, publiée le 18 novembre 2025. La tendance à la baisse se confirme puisque trois établissements français se hissent dans le top 10 mondial, contre quatre en 2024. Le chemin pour redresser notre niveau scolaire et celui de l'enseignement supérieur risque d'être long. Or, les innovations technologiques dans le numérique sont de plus en plus rapides.

La crainte des jeunes générations d'un déclassé dès l'entrée du monde du travail

Plusieurs enquêtes témoignent de la crainte des jeunes générations, en particulier la Z, à l'égard de l'implémentation de l'IA dans les entreprises, laquelle pourrait surpasser leurs compétences fraîchement acquises à l'issue de leurs études supérieures. En d'autres termes, des IA de plus en plus efficaces pourraient conduire les entreprises à renoncer à embaucher de jeunes diplômés, moins productifs, plus chers et moins « dociles » à l'égard de l'autorité hiérarchique. Les constants le démontrent d'ailleurs : il devient de plus en plus difficile de décrocher un premier emploi pour nombre de diplômés. Selon une étude de la British Standards Institution (BSI)² auprès de 850 entreprises dans

² Source : « *La génération Z confrontée à une « apocalypse de l'emploi » alors que les entreprises privilégient l'IA plutôt que les nouvelles recrues et accélèrent l'intégration de l'IA pour réduire les coûts* » - <https://emploi.developpez.com/>

7 pays, près d'un tiers des cadres déclarent que leur entreprise envisage désormais des solutions d'IA avant d'embaucher de nouveaux employés, tandis que 39 % admettent que les postes de débutants ont déjà été réduits ou supprimés en raison de la rationalisation de l'IA.

En outre, un quart des dirigeants interrogés estiment que la plupart ou la totalité des tâches traditionnellement effectuées par les jeunes employés peuvent être prises en charge par l'IA, ce qui témoigne d'un changement profond dans la trajectoire traditionnelle du développement des compétences au sein des entreprises.

Conclusions

En matière de retraite, et plus largement d'évolution économique, tous les clignotants semblent être au rouge en France et dans l'UE. Difficile de donner de l'espoir et ce d'autant plus que notre pays, et plus largement l'UE, manque cruellement d'une vision stratégique, si ce n'est la fiction d'une fédération qui voudrait nous faire croire qu'il existe une identité européenne conduisant à la dotation d'une souveraineté. Ce qui est totalement illusoire au regard de l'histoire. Aussi, doit-on préparer les faire-part de la mort prochaine de l'UE, de l'économie, du modèle social incluant la retraite et bien d'autres « défaites » ?

C'est à ce niveau d'interrogations, relativement sombres l'on en conviendra, que surgit notre ami Elon Musk : entrepreneur de génie, pur libertarien et transhumaniste, auquel on ne peut contester son côté visionnaire. D'où l'intérêt d'analyser ses propos.

II – ELONS MUSK NOUS DIT DE NE PAS NOUS INQUIETER ET DE RENONCER A EPARGNER POUR LA RETRAITE : FAUT-IL LE CROIRE ?

« Elon Musk Predicts Retirement Savings Will Be “Irrelevant” in 20 Years »

Lors d'un récent podcast³ avec Peter Dimandis, consacré à l'évolution des technologies, Elon Musk a déclaré tout de go que l'épargne-retraite deviendra inutile d'ici dix à vingt ans. Oups ! Par rapport à nos observations précédentes, cela surprend. Et bien évidemment, ces propos ont suscité autant de fascination que d'inquiétude.

En annonçant l'avènement imminent d'un monde d'abondance rendu possible par l'intelligence artificielle, la robotique et l'énergie à bas coût, le fondateur de Tesla et SpaceX bouscule l'un des fondements de la finance contemporaine, à la fois collective et individuelle : la préparation de la retraite. Faut-il pour autant considérer que cette préoccupation est un problème appelé à disparaître ? Et cette vision relève-t-elle d'une utopie technologique ou de tendances déjà bien réelles ?

C'est ce que nous allons nous efforcer d'analyser, tout en faisant un premier commentaire.

En effet, de récents échanges sur la question du travail et de la retraite nous ont montré que beaucoup de nos réflexions étaient fortement ancrées dans le passé, parfois même en remontant jusqu'au 19^{ème} siècle et ses fameuses conquêtes sociales. Nous semblons ainsi avoir du mal à anticiper le futur, ou du moins avons-nous beaucoup de difficultés à nous détacher du présent.

³ <https://podcasts.apple.com/gb/podcast/elon-musk-on-agi-timeline-us-vs-china-job-markets-clean/id1648228034?i=1000743987690>

Aussi, l'on se contente en termes d'évolution de donner à ce présent des prolongements plus ou moins novateurs, mais sans trop de remise en cause des fondamentaux. C'est le « changement dans la continuité », ce qui est peut-être une façon de se rassurer, voire de préserver ses acquis, ses rentes de situation. Car en réalité, rien ne change sur le fond. C'est d'ailleurs le drame des réformes qui, en se succédant au rythme des tensions sociales, calment temporairement les plaies mais aucunement ne les guérissent. Soyons honnêtes : nous craignons le futur, l'incertain et plus encore dans une société qui a versé dans l'émotionnel et qui semble de plus en plus gouvernée par la peur. Ce qui limite considérablement notre capacité à anticiper des ruptures, à les préparer, à les gérer, et donc à envisager une autre société, peut-être radicalement différente de l'actuelle. On peut émettre l'hypothèse que ce n'est pas tant une question d'idéologie politique qu'une réaction de défense, qui plus est de nature grégaire.

Mais ce comportement n'est pas le propre de Musk, ce qui nous renvoie à la conviction de Joseph Schumpeter formulée dans sa Théorie de l'évolution économique (1911), à savoir que « c'est le propre de l'entrepreneur que de bousculer l'ordre établi ». Et force est de constater que Musk répond bien à cette considération.

Une vision cohérente avec la trajectoire technologique de Musk

Il serait réducteur de balayer les propos d'Elon Musk comme de simples provocations. Sa vision s'inscrit dans une continuité intellectuelle et industrielle : électrification massive, automatisation, intelligence artificielle généralisée, robots humanoïdes, interfaces cerveau-machine. L'hypothèse centrale est simple sur le plan économique : si le facteur travail devient quasi illimité et très peu coûteux grâce aux machines intelligentes, la productivité explose, entraînant une baisse drastique du coût des biens et services essentiels.

Dans ce cadre, Musk évoque non pas un simple revenu universel de subsistance, mais un « revenu universel élevé », rendu possible par une économie de post-rareté. Logement, santé, éducation, alimentation deviendraient accessibles indépendamment du niveau d'épargne individuelle.

La logique est sur ce point intellectuellement cohérente : si les besoins fondamentaux sont garantis collectivement par la technologie, la fonction même de l'épargne-retraite perd de son sens. Au passage, cela met définitivement le marxisme dans la poubelle de l'histoire...

Des avancées bien réelles, mais à des vitesses inégales

Sur le plan technologique, certains éléments de cette projection reposent sur des bases tangibles. Musk n'est pas un poète dont l'esprit serait encombré par des vapeurs d'absinthe. Il est indéniable que l'IA progresse rapidement dans les tâches cognitives, que la robotique industrielle gagne en autonomie, et que les coûts de production de l'énergie renouvelable diminuent structurellement. L'automatisation transforme déjà profondément le marché du travail, y compris dans les métiers qualifiés. Demandez à des juristes ce qu'ils en pensent.

Cependant, l'histoire économique montre que le passage de l'innovation technologique à la transformation sociale généralisée est lent, non linéaire et conflictuel. L'électricité, Internet ou l'informatique personnelle ont mis plusieurs décennies avant de produire leurs effets macroéconomiques complets. Les infrastructures physiques, les ressources naturelles, les cadres réglementaires et les choix politiques constituent des freins majeurs à une transition rapide vers une économie d'abondance totale.

Pourquoi il ne faut pas s'inquiéter... mais rester prudent

Comme d'habitude, certaines réactions aux propos de Musk ont été très, voire trop rapides, ce qui est le propre d'une certaine élite qui ne réfléchit plus dans le temps long et qui entend marquer son identité sur les réseaux ou dans les médias par une contradiction de principe, parfois un peu trop intempestive. Certes, l'on peut estimer que réagir spontanément améliorer la réflexion, en reprenant l'idée d'Hegel que « c'est dans le mot que la pensée fait sens ». Mais avouons que certains commentaires relèvent plutôt du tir au pigeon. Beaucoup n'aiment pas Musk et le manifestent.

Donc rétablissons un peu les choses. Contrairement à ce que certains ont retenu, le message fondamental n'est pas qu'il faut cesser d'épargner, mais que **le risque principal pour les retraites n'est pas technologique, il est transitoire**. Les systèmes de retraite sont aujourd'hui sous tension non pas parce que la richesse future va disparaître ou se réduire ainsi que nous l'avons montré précédemment, mais parce que sa redistribution, son financement et son adaptation institutionnelle sont encore inachevés. C'est là que cela devient intéressant.

Dans le sous-jacent de Musk, les progrès technologiques tendent historiquement à augmenter la richesse globale. **Le véritable enjeu réside donc dans la capacité des sociétés à organiser cette richesse, à la redistribuer équitablement et à accompagner les transitions professionnelles**. Dans ce contexte, la retraite n'est pas condamnée ; elle est appelée à évoluer. Elle pourrait devenir moins dépendante dans un régime par capitalisation de l'épargne collective et ou individuelle et davantage adossée à des mécanismes collectifs, hybrides ou universels. Pour la répartition, c'est encore plus simple.

Utopie ou trajectoire crédible ?

Selon nous, la vision de Musk relève à la fois de la **prospective crédible** (ses réussites d'entrepreneur plaident pour cela) et de l'**utopie assumée** (à l'image du transhumanisme qu'il défend). Crédible, car les tendances technologiques qu'il décrit sont réelles et déjà mesurables. Utopique, car le calendrier avancé sous-estime les frictions sociales, politiques et économiques qui accompagnent toute rupture majeure. Par conséquent, l'erreur serait de prendre ces propos au pied de la lettre, comme une prédiction opérationnelle à court terme. Leur utilité est ailleurs : Musk nous invite en fait à repenser les modèles de travail, de protection sociale et de retraite dans un monde où la valeur ne sera plus produite majoritairement par le travail humain classique. En quelque sorte une autre réalité pas facile à intégrer dans notre conformisme intellectuel et comportemental.

Conclusion : préparer l'avenir sans renoncer à la prudence

Que faut-il conclure des propos de Musk ? Coupons la poire en deux. Disons qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter excessivement pour la retraite au vu des progrès technologiques à venir et qui pourraient se traduire effectivement par une forte croissance de la richesse. Toutefois, il serait imprudent de s'en remettre uniquement à une promesse technologique encore incomplète, sans parler du modèle de gouvernance d'un capitalisme numérique totalement absent des réflexions de Musk.

C'est sans doute cette préoccupation à laquelle nous devrions nous atteler pour éviter qu'une minorité, voire l'Etat, accapare la propriété de ces avancées. Cela renvoie d'ailleurs au livre de Yanis Varoufakis sur le techno-féodalisme. L'économiste Grec considère qu'une forme inédite de capitalisme aurait émergé, dominée par un nombre très restreint de personnes — les patrons des géants de l'internet. Ils seraient les seuls à profiter du « capital cloud », dont ils sont les « seigneurs », tandis que le reste de la

population en deviendrait les vassaux pour ne pas dire des serfs. Varoufakis n'est pas le seul à craindre l'émergence d'un néo-prolétariat.

Pour lui, l'enjeu réside dans la maîtrise pour ne pas dire le pouvoir sur le capital algorithmique. Ce que l'on peut donc craindre, en l'absence d'une gouvernance du capitalisme numérique, c'est la domination des « sachants » qui maîtrisent la technologie et donc la création de richesse (à partir des algorithmes qu'ils élaborent eux-mêmes couplée à la maîtrise de la gestion des données), et les « opérants » sans réelle capacité d'initiative stratégique. Nouvelle forme de Patriciens et de Plébéiens. Dans cette perspective, notre action collective, si l'on adhère à la vision de Musk, devrait être de définir un nouveau modèle démocratique, garant de l'organisation de la richesse produite et surtout d'une redistribution équitable. Vaste programme politique et qui exige une maturité des citoyens à un niveau bien supérieur à celle existante aujourd'hui.

Pour revenir à la vision de Musk concernant spécifiquement les retraites, la sagesse consiste à adopter une approche équilibrée : continuer à sécuriser son avenir financier dans le cadre actuel, tout en restant conscient que les modèles économiques, sociaux et professionnels des prochaines décennies seront profondément différents.

En définitive, la vision de Musk ne nie pas la nécessité de la retraite ; elle suggère que, dans un futur plus lointain, la société pourrait en transformer radicalement le sens. D'ici là, la transition sera progressive, parfois chaotique, et exigera à la fois innovation, régulation et responsabilité individuelle au sens d'une forte implication. Y serons-nous disposés et prêts au moment voulu ?